

## CONVENTION DE COMPTE PRORATA

### Article 1 Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modes de gestion et de règlement du compte de dépenses communes concernant le **chantier de construction d'un chenil pour le 13 RDP situé dans le Quartier Sauvagnac au Camp de SOUGE (33)**.

### Article 2 Définition du compte prorata

Le compte prorata a pour objet de prendre en compte les dépenses communes du chantier et de les répartir entre toutes les entreprises, proportionnellement au montant de leur marché respectif, additionné des avenants, travaux supplémentaires, moins-values, et des révisions de prix.

### Article 3 Liste des lots

#### 01 – TCE

- ST01 Gros œuvre
- ST02 Clos couvert
- ST03 Menuiseries extérieures / serrurerie
- ST04 Menuiseries intérieures / mobiliers / signalétique
- ST05 Platerie / Plafonds suspendus
- ST06 Revêtement sols et murs
- ST07 ELEC CFO CFA
- ST08 CVCP
- ST09 VRD

#### 02 - COURETTES

### Article 4 Entreprises ne participant pas au compte prorata

Toutes les entreprises titulaires d'un lot ci-dessus participent sans exclusion au prorata sauf les entreprises des lots suivants :

#### SANS OBJET

Si d'autres entreprises devaient intervenir sur le chantier pendant la durée contractuelle des travaux, elles devront impérativement participer au compte prorata.

### Article 5 Responsabilité des entreprises

Les entreprises soumises au compte prorata donnent tout pouvoir au gérant de ce compte qui sera assisté du Comité de Contrôle.

## **Article 6 Gestion du compte prorata**

La gestion du compte prorata sera assurée par le titulaire du lot 01. Le gestionnaire sera assisté d'un Comité de Contrôle composé des titulaires des 2 lots.

### ***Article 6.1 Constitution du Comité de contrôle du compte prorata***

Le comité de contrôle se compose comme suit :

- Le titulaire du lot 01
- Le titulaire du lot 02

### ***Article 6.2 Mission du comité***

Le compte prorata fonctionne sous la surveillance du comité de contrôle constitué par les entreprises désignés au chapitre 6.1.

Il a pour rôle :

- D'approuver le budget initial qui est préparé et présenté par le Président, de fixer les modalités des appels de fonds,
- De décider de l'engagement des dépenses communes imprévues, de contrôler la tenue du compte,
- De statuer sur le solde et la clôture du compte.

Le Comité de contrôle se réunit tous les deux mois à l'initiative du Président ou à l'initiative de la personne responsable de la tenue du compte qui assiste également aux réunions (ou tous les mois si besoin).

Les décisions sont prises à la majorité d'une voix ou en cas de réunion générale, à la majorité d'une voix des présents.

### **Observations**

Dans le cas d'une décision prise non conforme à la présente convention, les entreprises absentes pourront faire connaître leurs observations par écrit au gestionnaire sous huit jours maxima qui les soumettra au Comité de contrôle qui statuera. Passé ce délai, aucune observation ne sera acceptée.

## **Article 7 Litiges**

En cas de litige, le maître d'œuvre pourra intervenir en tant qu'arbitre. Son arbitrage sera sans appel. Aucune recherche en responsabilité quelle qu'elle soit, ne pourra être retenue à l'encontre du maître d'ouvrage et celui-ci n'interviendra qu'en cas de non-paiement des avances de fonds d'une entreprise en retenant les sommes à la source sur les décomptes.

## **Article 8 Dépenses**

Les dépenses engagées pour le compte des dépenses communes sont calculées d'après le coût réel des dépenses engagées et sur présentation de factures ou justificatifs majorées des frais de

gestion (8 % du cumul TTC majoré de la TVA).

Le prorata s'applique à toutes les entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots ainsi qu'à tout intervenant sur le chantier à la demande du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre, et utilisant les installations communes.

Si ce compte de répartition faisait apparaître un solde créditeur en faveur d'une entreprise prestataire, des versements, même partiels, pourront lui être effectués après accord du Comité de contrôle.

Les dépenses imputées au compte des dépenses communes se feront conformément à l'Annexe 1 au CCAP – DEPENSES COMMUNES A LA CHARGE DES ENTREPRISES A COMPTER AU COMPTE PRORATA, soit :

*1. Installations générales suivant les dispositions arrêtées par le coordinateursécurité/protection santé :*

- Protection et entretien du branchement EU provisoire
- Protection, prise en compte et entretien du branchement d'eau existant - Abonnementauprès du service des eaux
- Exécution du branchement provisoire d'électricité
- Établissement des clôtures provisoires et panneaux de chantier
- Mise en œuvre de dispositifs de fermeture du chantier (portail, etc.)
- Installation d'éclairage et de signalisation compris branchement au réseau EDF
- Installations communes d'hygiène et de sécurité (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, équipements collectifs prévus au P.G.C.S.S.)
- Installation du bureau de chantier
- Évacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments gros œuvre.

*2. Dépenses de consommation :*

- Consommation d'eau et d'électricité
- Le gardiennage ou alarmes si celui-ci s'impose et si les entreprises le décident
- La mise à disposition et l'enlèvement des bennes à ordures disponibles pour l'ensemble des entreprises
- Nettoyage des abords

A titre indicatif, les dépenses peuvent être estimées à 1.5 % du montant de chacun des lots.

Sont exclus les frais de vol sur le chantier, remise en état après dégradations (sauf dégradations des installations communes (salles de réunion, installations électriques et eau, clôtures...)).

Les attachements seront tirés d'un carnet à souche, commun au chantier, fourni par l'entreprise de Gros Œuvre.

Le nettoyage de livraison est hors compte prorata mais en cas de nettoyage complémentaire, celui-ci sera facturé 65€/heure.

### Inscription au compte des dépenses communes

Les inscriptions au compte des dépenses communes doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements qui seront établis en trois exemplaires, un pour le créancier, un autre pour la personne chargée de la tenue du compte des dépenses communes et un troisième pour archives au Comité de contrôle.

### Vérification des dépenses

Mensuellement, les entreprises présentent sous forme d'attachements et de factures les dépenses engagées le mois précédent : les dépenses doivent être impérativement présentées au Comité de contrôle dans les trente jours qui suivent leur engagement.

### Règlement des dépenses communes

Le règlement des factures s'effectuera après vérification des attachements et présentation des factures au gestionnaire pour paiement par traite à trente jours.

Les entreprises s'engagent à accepter le blocage de leur situation de travaux par l'intervention du Président du Comité auprès du maître d'ouvrage dans le cas de non-paiement des factures émises par le gestionnaire.

Un acompte de 0.20 % sera demandé en début de chantier pour couvrir les premières dépenses liées à l'installation de chantier.

### **Article 9 Solde et répartition définitive**

Les soldes du compte de dépenses communes et sa répartition définitive sont établis après la réception des travaux par la personne chargée de la tenue du compte. Le comité de contrôle statue sur le solde et sur la clôture du compte.

La répartition découle des principes fixés par la présente convention.

Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de quinze jours pour faire connaître, par écrit, ses observations. Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis dès les huit jours au comité de contrôle qui dispose de trente jours pour faire connaître sa décision. Ensuite, la personne chargée de la tenue du compte émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au comité de contrôle pour la fixation de cette attribution.

Le décompte définitif du marché des entreprises ne pourra être soldé que sur production d'un quitus délivré par le responsable de la tenue du compte prorata attestant que l'entreprise s'est acquittée de ses obligations envers le fonctionnement du compte prorata.

**Article 10 Modification éventuelle de la convention**

La présente convention ne pourra être modifiée que sur demande d'une entreprise participante ou d'un membre de la direction de chantier et à condition que la modification ait été adoptée sur un vote majoritaire du comité de contrôle (quorum atteint). L'accord du maître d'ouvrage est impératif.

**Article 11 Défaillance d'une entreprise participante**

En cas de remplacement d'une entreprise participante par une nouvelle entreprise, cette dernière devra assurer la totalité des obligations de l'entreprise défaillante vis à vis du compte prorata pour l'intégralité de la période du chantier, depuis l'ordre de service notifiant le démarrage des travaux à l'entreprise défaillante, jusqu'au décompte final de l'entreprise remplaçante.

**Article 12 Règlement des contestations**

Les différends découlant de la présente convention sont soumis, à défaut d'accord amiable, à l'arbitrage du Maître d'œuvre ou au Tribunal compétent du lieu d'exécution des travaux.

Accepté le .....  
(Signature)